



Des impulsions pour que l'économie et l'emploi soient au cœur des décisions politiques

Lausanne, 25 novembre 2021 - A l'aube d'une nouvelle législature, les organisations économiques vaudoises formulent une nouvelle fois des propositions pour assurer des conditions-cadres garantissant à l'économie vaudoise de rester compétitive. Le Canton a vécu ces quinze dernières années un grand dynamisme. Dans le contexte mondial actuel et en comparaison intercantonale, des signes montrent toutefois que notre attractivité s'effrite. Il est impératif que les futures autorités entendent les besoins de l'économie pour garantir l'emploi et la prospérité du canton, mais aussi le bien-être de la population.

En 2017, nous publions pour la première fois nos impulsions destinées aux autorités vaudoises. Cinq ans après, le bilan que nous tirons des effets de l'exercice est mitigé. Certains objectifs ont été atteints: les nouveaux prélèvements salariaux ont été évités; la formation professionnelle a retrouvé des lettres de noblesse; en matière d'infrastructures, certains projets ont avancé. Face à d'autres problématiques, en revanche, la déception est de mise: perte de maîtrise des dépenses sociales; absence de réforme de fond de la fiscalité des personnes physiques; emprise de l'administration toujours plus importante; défiance de l'Etat envers un nombre toujours plus important d'activités privées.

Même en Suisse où nous avons la chance de vivre dans une démocratie semi-directe, le pouvoir exécutif est tenté, par les nombreux moyens dont il dispose, de limiter la capacité de contrôle des contre-pouvoirs. Il est donc nécessaire de porter un regard critique sur les aspects de **gouvernance**, ce que nous avons fait dans un nouveau chapitre «Rôle, fonctionnement et gouvernance de l'Etat», intégré au **programme Impulsions 2027**. Dans le canton de Vaud, par exemple, les procédures de consultation qui permettent à tous les milieux intéressés de prendre position sur les décisions et projets en gestation au sein du Conseil d'Etat sont rares.

Nous rappelons que l'Etat n'a pas vocation à résoudre tous les problèmes de la société. Il doit se concentrer sur ses missions principales. Et les défis ne manquent pas. Aujourd'hui plus que jamais, la **pression fiscale** doit être ajustée, de manière à ce que les personnes physiques cessent d'être bien plus lourdement taxées que dans la plupart des autres cantons. Le risque d'assister à l'exil de contribuables importants pour les revenus du canton s'accroît. Il est impératif que des réformes soient engagées afin de permettre aux entreprises de dégager des fonds pour investir et créer des emplois. L'augmentation exponentielle des **dépenses sociales** constitue une double préoccupation. Tout d'abord, cette croissance des dépenses se fait au détriment des autres domaines de l'Etat, qui voient leurs budgets diminuer. Ensuite, le monde du travail ne parviendra pas à financer *ad aeternam* un Etat toujours plus lourd alors que les entreprises doivent procéder à leurs transitions digitales et climatiques.

Pour la **formation**, nos organisations partagent l'objectif d'augmenter substantiellement le nombre de jeunes qui s'orientent directement vers la formation professionnelle à la fin de la scolarité obligatoire. L'adéquation entre les besoins des entreprises et le contenu des formations est une nécessité pour assurer l'employabilité des jeunes.

A l'aune du blocage du réseau ferroviaire entre Genève et Lausanne, une mise à niveau de nos **infrastructures** s'avère indispensable dans un canton en croissance démographique. Nous devons aussi poursuivre sa numérisation. Dans le domaine des **énergies**, il faudra assurer notre approvisionnement en électricité tout en répondant aux défis environnementaux, dans lesquels les entreprises ont un rôle majeur à jouer. Dans le domaine de l'**habitat**, il importe que l'Etat se concentre sur la fixation d'objectifs et de conditions-cadres favorables à une production de logements en adéquation avec les besoins de la population, sans se substituer aux acteurs privés.

Dans le secteur de la **santé**, la planification hospitalière ne doit pas aboutir à une centralisation que l'hôpital public n'arrivera pas à absorber, mais à une collaboration entre les structures hospitalières du canton et les cliniques privées.

L'**agriculture** doit, quant à elle, répondre à l'évolution des attentes de la société à son égard. Les organisations économiques attendent notamment du Canton qu'il concrétise rapidement le projet IMAGO, de façon à garantir une formation professionnelle et une vulgarisation adaptées aux exigences croissantes des métiers de la terre. Enfin, il est essentiel de mettre à profit le plan climat vaudois pour encourager le développement d'un impact positif de l'agriculture sur le climat et le maintien de sa capacité de production.